

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché industriel

Accord-cadre pour le développement, la maintenance et l'exploitation des logiciels et systèmes d'informations du SISMER dans le cadre des projets nationaux et européens

N°251000160

PROCEDURE :

Appel d'offre ouvert conformément aux article L. 2124-1 et R. 2124-1 du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR :

**IFREMER
Zone industrielle de la Pointe du Diable
1625 route de Sainte-Anne
29280 Plouzané**

CCAG APPLICABLE : TIC (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication– arrêté du 30 mars 2021)

Suivi des modifications		
Indice	Objet	Date
A	Version 0	07/07/2025

Table des matières

1. Objet du marché – dispositions générales	6
1.1. Objet du marché	6
1.2. Sous-traitance.....	6
1.3. Co-traitance.....	6
2. Pièces contractuelles	7
3. Désignation des prestations et décomposition du marché	7
3.1. Allotissement	7
3.2. Désignation des prestations	7
3.3. Principe de fonctionnement des unités d'œuvre	8
3.3.1. Définition générique d'une unité d'œuvre	8
3.3.2. Définition de la fonction métier	8
3.3.3. Définition du coefficient de complexité.....	9
3.3.4. Gestion du marché	9
3.3.5. Engagement sur le chiffrage et traitement des dépassements.....	9
3.4. Bons de commandes.....	10
3.4.1. Passation des bons de commande généralités	10
3.4.2. Contenu des bons de commandes	10
3.4.3. Passation des bons de commande – évaluation des unités d'œuvre.....	10
4. Obligations réciproque des parties	11
4.1. Obligation de collaboration.....	11
4.2. Obligation de confidentialité.....	11
4.3. Obligation de protection des données à caractère personnel	12
5. Montant du marché.....	12
5.1. Contenu des prix	12
5.2. Type de prix.....	13
5.3. Date d'établissement des prix	13
5.4. Variation dans les prix.....	13
5.4.1. Formule de révision.....	13
5.4.2. Modalité de mise en œuvre de la révision	13
5.4.3. Clause butoir	14
6. Modalités relatives aux règlements	14
6.1. Avance.....	14
6.2. Règlement des prestations	14
6.3. Délai global de paiement.....	15

6.4. Adresse de facturation – présentation des demandes de paiement.....	15
6.4.1. Présentation des demandes de paiement	15
7. Durée de validité du marché et délais d'exécution.....	16
8. Pénalités.....	16
8.1. Pénalités pour retard	17
8.2. Autres pénalités.....	17
9. Suivi du marché	18
9.1. Représentant unique	18
9.2. Personnels affectés aux prestations.....	18
9.3. Ordre de service	18
9.4. Réunions	19
10. Lieux d'exécution des prestations	19
11. Vérification et décision.....	19
11.1. Opération de vérification.....	19
11.2. Décision après vérification	20
11.3. Garantie	20
12. Réversibilité	21
12.1. Plan de réversibilité.....	21
13. Propriété intellectuelle	22
13.1. Définition des résultats	22
13.2. Utilisation des résultats – disposition générales	22
13.3. Connaissances antérieures	22
13.4. Développement spécifique réalisés au titre du marché.....	23
13.5. Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d'origine communiqués au titulaire par l'ifremer	24
13.6. Garantie des droits	24
13.7. Propriété matérielle	24
14. Clause relative à l'IA.....	24
15. Modification de l'accord-cadre – clause de réexamen.....	25
15.1. Modification des délais d'exécution.....	25
15.2. Modification du plafond de la clause butoir	26
15.3. Modifications du bordereau de prix unitaires.....	26

16. Modification en cours de marché - avenant	27
16.1. Avenant modificatif.....	27
16.2. Prestations supplémentaires	27
16.3. L'avenant de transfert.....	27
17. Marché sans publicité ni mise en concurrence.....	27
18. Résiliation	28
19. Exécution aux frais et risque	28
20. Assurance et diverses attestations.....	28
21. Droit applicable et règlement des litiges	29
22. Dérogations aux documents généraux.....	29

1. Objet du marché – dispositions générales

1.1. Objet du marché

L'objet de la consultation est développement, la maintenance et l'exploitation des logiciels et systèmes d'informations du SISMER dans le cadre des projets nationaux et européens.

1.2. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée par l'Ifremer et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article L2193-5 du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG/TIC.

Les pièces/informations suivantes doivent être présentées au titre de toute déclaration de sous-traitance :

- Déclaration de sous-traitance (formulaire DC4, disponible ci-joint)
- Chiffres d'affaires sur les 3 dernières années,
- Référence sur les 3 dernières années,
- Effectifs
- Déclaration sur l'honneur ;
- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent :
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité sociale en cours de validité (daté de moins de 6 mois);
- Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- Liste des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le sous-traitant fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Justificatif de l'habilitation du signataire à engager la société.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

1.3. Co-traitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis aux articles R2142-19 et R2142-20 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2142-23 du code de la commande publique, quelle que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'Acte d'Engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres du groupement et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire des autres opérateurs économiques membres du groupement.

2. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives du Marché sont composées de pièces générales et de pièces particulières. L'ensemble de ces pièces, dont les pièces générales qui ne sont pas jointes dans les pièces constitutives du marché, sont réputées connues et acceptées du Titulaire.

Les conditions générales du Titulaire sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

En cas de contradiction entre les dispositions des pièces contractuelles du Marché, les documents prévalent dans l'ordre décroissant ci-après, en dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TIC :

- Les pièces particulières sont :
 - L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, ainsi que les modifications éventuelles ultérieures opérées par avenant ;
 - Les bordereaux de prix unitaires (BPU)
 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dans sa dernière version applicable ;
 - Le cahier des clauses techniques particulière (CCTP) ;
 - Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
 - A titre supplétif, l'offre du titulaire.

L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur, fait seule foi.

Le CCAG/TIC est une pièce générale qui bien que non jointe est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/TIC, la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement.

3. Désignation des prestations et décomposition du marché

3.1. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

3.2. Désignation des prestations

Les prestations sont détaillées au CCTP.

3.3. Principe de fonctionnement des unités d'œuvre

3.3.1. Définition générique d'une unité d'œuvre

Une unité d'œuvre correspond à un processus standardisé concourant à la réalisation d'un service ou d'un produit « formaté ». Toute unité d'œuvre se définit par rapport aux éléments suivants :

- Une opération techniques élémentaire (OTE),
- La fourniture d'un livrable ou produit résultant d'un processus de production,
- Un délai standard de réalisation fixé à un jour par unité d'œuvre,
- Un ou plusieurs critères de jugement de la qualité du livrable (et un seuil d'acceptation du résultat),

Les unités d'œuvre se déclinent en plusieurs types d'opérations techniques élémentaires (OTE) définies comme suit :

Unités d'œuvre		
Code	nom	libellé
OTE 1	spécification	Rédaction d'une spécification technique détaillée d'une application informatique
OTE 2	modélisation	Modélisation des données d'une application informatique
OTE 3	maquette	Maquette d'une application informatique
OTE 4	développement	Développement spécifique d'une application informatique
OTE 5	tests	Tests de bout en bout (unitaires, validation, intégration, non régression et performance) d'une application informatique
OTE 6	système	Expertise qualité système d'information auprès d'IFREMER
OTE 7	Diagnostic/résolution	Diagnostic et résolution de dysfonctionnements d'une application informatique en mode unité d'œuvre forfaitisée
OTE 8	insertion	Importation et saisie de données dans une base de données
OTE 9	traitement	Suivi de chaines de traitement appliquées sur une base de données
OTE 10	supervision	Supervision en continu d'un Système d'Information

Le contenu détaillé des opérations techniques élémentaire (OTE) est défini au CCTP.

3.3.2. Définition de la fonction métier

A chaque OTE est affectée une fonction métier qui vient préciser l'unité d'œuvre. Il existe 5 fonctions métiers dont le contenu détaillé est défini à l'article 5.1 du CCTP.

- IHM,
- SERVICES,
- BATCH,
- DONNEES,
- INTERFACES EXTERNES.

Ces fonctions métiers sont génériques et s'appliquent indifféremment à l'une ou l'autre des OTE. En fonction de la prestation à réaliser, l'IFREMER détermine la fonction métier requise et l'affecte à l'OTE.

3.3.3. Définition du coefficient de complexité

Trois niveaux de complexité sont définis : simple, moyen et complexe. Les notions de « simple », « moyen » et « complexe » définies à l'article 5.2 du CCTP, varient en fonction de la fonction métier à laquelle elles se rapportent. A chaque niveau de complexité correspond un coefficient :

simple	moyen	complexe
0.5	1	2

Le coefficient correspondant à chaque niveau de complexité s'applique aux fonctions métiers.

3.3.4. Gestion du marché

Chaque demande fait l'objet d'une fiche d'intervention détaillée sur les systèmes de suivi en vigueur à l'Ifremer (important historique sur « Mantis » et nouveaux suivi sur « Gitlab ») permettant de gérer à la fois les fiches de demande d'intervention et d'anomalie.

La demande mentionne les livrables à remettre : logiciel, mise à jour du manuel utilisateur ou d'un manuel d'installation, etc. Ces livrables seront gérés sur le site collaboratif mis en place par l'Ifremer.

Cette demande est évaluée par le titulaire de marché qui complète la fiche pour indiquer la charge forfaitaire et le délai de réalisation estimés.

L'acceptation de la fiche par l'Ifremer, et donc de la charge forfaitaire et du délai estimés par le prestataire, donne lieu à la notification d'un bon de commande.

3.3.5. Engagement sur le chiffrage et traitement des dépassements

Le titulaire s'engage à respecter le chiffrage présenté pour chaque fiche d'intervention. Ce chiffrage est réputé intègre et complet pour la réalisation de l'ensemble des prestations décrites dans la fiche d'intervention, y compris les éventuels aléas techniques prévisibles liés à la nature de la mission.

Aucun dépassement de chiffrage ne sera accepté sans validation écrite préalable du maître d'ouvrage.

1° Demande de modification du chiffrage initial

En cas de survenance d'un besoin complémentaire non explicitement prévu dans le périmètre initial, le titulaire devra :

- notifier par écrit le besoin de révision du chiffrage,
- fournir un devis détaillé accompagné d'une justification technique,
- attendre la validation expresse du maître d'ouvrage avant toute mise en œuvre.

Le dépassement de chiffrage, s'il est validé, fera l'objet d'un avenant ou d'un bon de commande complémentaire dans le cadre de l'accord-cadre.

S'il n'est pas validé, le titulaire devra terminer la réalisation en conformité avec la demande dans le temps prévu initialement et sans surcoût pour le maître d'œuvre.

2° Cas de refus de dépassement

Tout dépassement de chiffrage réalisé unilatéralement par le titulaire, sans validation préalable, ne donnera lieu à aucun paiement complémentaire.

Le prestataire assumera alors seules les conséquences financières de son dépassement.

3° Révision des charges en cours de projet

En cas de dérive constatée du budget ou du planning, des points d'étape pourront être déclenchés à l'initiative du maître d'ouvrage pour réévaluer la charge, réviser le périmètre, ou appliquer les mécanismes contractuels prévus (révision, résiliation partielle, etc.).

3.4. Bons de commandes

3.4.1. Passation des bons de commande généralités

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/TIC, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/TIC, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les commandes émises avant le dernier jour de validité du marché sont menées à leur terme et continuent de produire leur effet au-delà de la période de validité de l'accord-cadre.

L'Ifremer ne s'engage sur aucun rythme de passation des bons de commandes.

3.4.2. Contenu des bons de commandes

Le pouvoir adjudicateur peut commander les différents postes indiqués au Bordereau des prix unitaire (BPU).

3.4.3. Passation des bons de commande – évaluation des unités d'œuvre

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courrier ou courriel avec demande d'accusé de réception expresse par la même voie. Les bons de commande sont renvoyés signés à l'Ifremer par le titulaire. Aucune quantité minimale ou maximale ne peut être imposée par le titulaire.

Conformément à l'article 3.3.4, le processus de déclenchement des UO et des bons de commande est le suivant :

- Etape 1 : Chaque demande de l’Ifremer fait l’objet d’une fiche d’intervention détaillée qui décrit la prestation demandée. La demande mentionne les livrables à remettre (logiciel, documentation...)
- Etape 2 : sur la base de ce descriptif, le titulaire propose l’OTE nécessaire à la réalisation de la prestation. Pour chacune de ces OTE, le titulaire soumet au pouvoir adjudicateur :
 - *les quantités d’UO,
 - *le délai global de réalisation.

L’émission du bon de commande vaut acceptation du pouvoir adjudicateur. L’Ifremer ne s’engage sur aucun rythme de passation des bons de commandes ;

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l’objet du marché,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- L’objet de la prestation,
- Les modalités particulières d’intervention le cas échéant,
- Le délai d’exécution du bon de commande
- La nature, les quantités et les prix unitaires du BPU,
- Le montant total HT et TTC,
- Les livrables attendus le cas échéant.

L’unité monétaire est l’**Euro**.

4. Obligations réciproque des parties

4.1. Obligation de collaboration

Les Parties conviennent de collaborer activement et régulièrement, de s’échanger toutes les informations nécessaires à la bonne réalisation du présent marché ainsi que de faire preuve de sincérité dans le cadre de leurs relations contractuelles, aux fins d’optimiser les chances de succès.

Les Parties s’engagent à communiquer entre eux au sujet de toutes les éventuelles difficultés, au fur et à mesure de la réalisation des prestations objet du Marché, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible, participant ainsi à la réussite de l’ensemble.

4.2. Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l’occasion de l’exécution du marché, ont connaissance d’informations ou reçoivent communication de documents ou d’éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures

nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître le contenu. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance d'une Partie.

Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

4.3. Obligation de protection des données à caractère personnel

Chaque Partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le Pouvoir Adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent le cas échéant lieu à la signature d'un avenant par les Parties.

Pour assurer cette protection, il incombe à chaque Partie d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents du marché.

5. Montant du marché

5.1. Contenu des prix

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 11.1.3 du CCAG/TIC, les prix du marché comprennent donc l'ensemble des frais, dépenses et fournitures nécessaires et utiles à la réalisation de la prestation par le Titulaire. Les prix des unités d'œuvre sont réputés comprendre, outre les prestations dont ils sont l'objet :

- Coût de la plateforme technique,
- Les livrables associés à l'OTE,
- Les frais liés à la main d'œuvre,
- Tous les frais annexes,
- Les coûts de coordination,
- les réunions (incluant celles des comités de pilotage & de suivi)
- les déplacements nécessaires à l'exécution des UO.
- La garantie pour l'OTE 4.

Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires,

Par ailleurs, les frais qui naîtraient des dépassements de la charge forfaitaire (hors cause Ifremer), de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Le prix de l'unité d'œuvre notifié au marché dans le BPU ne doit pas comprendre les paramètres liés à la fonction métier ni au coefficient de complexité.

5.2. Type de prix

Le prix de l'unité d'œuvre (UO) est un prix unique qu'importe UO commandée. Ce prix est unitaire. Le marché prévoit deux catégories de prix :

- Le prix d'UO pour des prestations réalisées dans les locaux d'IFREMER,
- Le prix d'UO pour des prestations réalisées dans les locaux du titulaire.

5.3. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est : mois de remise de l'offres (M0).

5.4. Variation dans les prix

5.4.1. Formule de révision

Les prix des postes figurants au Bordereau des prix unitaires sont révisibles annuellement à chaque date anniversaire du marché. Les prix sont révisibles dans les conditions suivantes :

$$P = P_0 [0,125 + 0,875 (\text{Indice1VR}/\text{Indice1V0})]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT

P₀ = prix initial en valeur mois de remise des offres

Indice VR = dernière valeur publié à la date de la révision de prix, soit la date anniversaire du marché.

Indice V0 : valeur de l'indice paru le mois de remises de l'offres.

L'indice 1 = indice SYNTEC – accessible à l'adresse suivante
<https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

5.4.2. Modalité de mise en œuvre de la révision

Le titulaire adresse par courriel (cellule.marche@ifremer.fr) **au minimum 21 jours avant la date de la révision de prix (soit la date anniversaire du marché)**, le détail des prix révisés. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de la révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. L'Ifremer dispose d'un délai de 21 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci. Les nouveaux prix entrent en vigueur après notification, par ordre de service, du Bordereau de prix unitaire révisé (BPU) au titulaire.

Pour la révision, seront appliqué les derniers indices connus et publiés à la date révision, soit la date anniversaire du marché. Si à la date de la révision, le dernier indice est provisoire, la révision est calculée de manière définitive sur la base de cette valeur provisoire.

Le coefficient de révision est arrondi en application de la règle suivante : si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4, la troisième décimale est inchangée, si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9, la troisième décimale est augmentée d'une unité.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'Insee d'un indice de substitution, le pouvoir adjudicateur, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice. La modification est conclue par ordre de service.

5.4.3. Clause butoir

La révision annuelle ne pourra pas avoir pour effet une augmentation supérieure de plus de 3% du prix en vigueur d'une prestation (UO et forfait réversibilité). Le présent plafond s'apprécie par année de révision et pour chaque prestation indiquée au Bordereau de prix unitaire (BPU).

En toute hypothèse, les prix de l'accord-cadre ne peuvent pas évoluer de plus de 9% sur 4 ans par rapport au prix initiaux.

6. Modalités relatives aux règlements

6.1. Avance

Aucune avance n'est accordée à la conclusion de l'accord-cadre.

Une avance est versée au titulaire pour tout bon de commande dont le montant total initial est supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois, à hauteur de 5% du montant initial TTC bon de commande. Cette avance est diminuée, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement, l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

6.2. Règlement des prestations

Le titulaire peut prétendre au paiement d'acompte mensuel à partir de la date de notification du premier bon de commande. Le montant de l'acompte doit correspondre au montant des prestations réellement exécutées. Pour cela le titulaire justifie par écrit de l'avancement des prestations.

Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations l'acompte est soit réduit soit suspendu jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

Si le versement d'un acompte est lié à la fourniture d'un livrable, l'absence du livrable suspend le versement de l'acompte. Si le livrable n'est pas conforme aux éléments demandés dans les spécifications jointes au bon de commande ou au bon de commande lui-même, le montant de l'acompte peut être réduit voir suspendu par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le Titulaire peut dans tous les cas regrouper la facturation afférente à plusieurs bons de commandes en spécifiant et détaillant précisément dans la facture, le montant de chaque prestation ayant fait l'objet d'une commande et, s'il y a lieu, celui de l'acompte considéré d'un bon de commande pour le cas des prestations à durée supérieure à trois mois.

De même pour les commandes d'une durée d'exécution supérieure à trois mois, le Titulaire pourra présenter, s'il le souhaite, une facture unique après service fait.

6.3. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à trente (30) jours à compter de la date de transmission de la facture sur CHORUS par virement au numéro de compte du Titulaire sous réserve de livraison de l'ensemble des livrables et de levée de toutes les réserves. Si le délai de règlement par le Pouvoir Adjudicateur d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à trente (30) jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

L'unité monétaire est l'**Euro**.

6.4. Adresse de facturation – présentation des demandes de paiement

6.4.1. Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation des demandes de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/TIC.

Le règlement du Titulaire intervient sur la base des prestations effectivement réalisées et prendra en compte le cas échéant les pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

Le cas échéant, les factures afférentes au paiement des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde sont obligatoirement établies en mentionnant les prix initiaux du marché et les prix révisés du marché. Les prix initiaux sont les prix en vigueur à la notification du marché. Les prix révisés sont les prix établis après application de la formule de révision mentionnée à l'article 5.4.1 ci-avant.

Les factures afférentes au paiement des acomptes, règlements partiels définitifs ou du solde seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'Ifremer
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET ou CIF
N° TVA intracommunautaire

N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné sera suspendu. Les factures seront adressées en un seul original à l'une des adresses suivantes :

<p align="center"> https://chorus-pro.gouv.fr NOM : INST FR RECHERCHE POUR LEXPLOIT MER SIRET : 330 715 368 00032 Code de service : METROPOLE_DOM </p>

7. Durée de validité du marché et délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 12 mois. Le marché est reconductible tacitement. Le nombre de reconduction est limité à 3 avec une durée de 12 mois par période de reconduction, sans que la durée totale du marché (reconduction comprise) ne puisse excéder 48 mois.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut par décision expresse décider de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou son représentant notifie au plus tard 2 mois avant la fin de validité du marché, la décision de non reconduction du contrat.

Les délais sont définis lors de la passation de chaque bon de commande, par défaut le délai d'exécution est de 15 jours calendaire à compter de la date de notification du bon de commande.

Pour les prestations de maintenance corrective les délais de GTR inscrit au cahier des charges techniques (art. 4.7.4) s'appliquent si le bon de commande y fait référence.

8. Pénalités

Les pénalités ci-dessous peuvent être appliquées, sur les acomptes versés au Titulaire tout au long du marché et le cas échéant au solde. Les taxes ne s'appliquent pas sur les pénalités. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/TIC le montant des pénalités définies ci-dessous est plafonné à 20% maximum du montant HT du bon de commande considéré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC les pénalités de retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour ou le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ pour l'ensemble du marché.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté pour l'Ifremer de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

En toute hypothèse, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer, de ne pas appliquer ou d'appliquer partiellement les pénalités indiquées aux articles suivants.

Le présent article complète l'article 14 du CCAG/TIC.

8.1. Pénalités pour retard

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution du marché, il est appliqué, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC, une pénalité calculée comme suit :

Le montant de la pénalité par jour calendaire de retard est calculé comme suit :

$$P = V \cdot R / 1000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité à savoir le montant du bon de commande correspondant ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour ou le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

8.2. Autres pénalités

En toutes circonstances, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

N°	Pénalités	Occurrence	Valeur HT	Précision
1	Absence aux réunions	Forfaitaire	100,00€	Applicable de plein droit suite à la constatation de l'absence. Une absence est constatée à compter de 20 minutes de retard à une réunion.
2	Non-respect du délai maximal de levée de réserve	Journalière	Formule de calcul	Pénalité = (montant du bon de commande en € HT / 100) x nombre de jour calendaire de retard

				Pénalité applicable par jour ouvré de retard et par réserve non levée. Le montant de la pénalité pourra être doublé tous les 7 jours calendaires de retard.
3	Non-respect des obligations de l'article 9.2	Forfaitaire	1 500€	Applicable en cas de non-respect des obligations de l'article 9.2 du CCAP.
4	Non-respect de l'obligation de confidentialité	Forfaitaire	2 000€	Applicable à chaque manquement constaté. S'applique par jours en cas de manquement sur une période donnée.

9. Suivi du marché

9.1. Représentant unique

Dès la notification du marché, le Titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Le Titulaire pourra changer d'interlocuteur en cours de marché, à condition d'en informer au préalable le Pouvoir Adjudicateur par écrit.

L'interlocuteur unique du Titulaire est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au Pouvoir Adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au Pouvoir Adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement, le Titulaire doit notifier sans délai au Pouvoir Adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

9.2. Personnels affectés aux prestations

Si en cours d'exécution du marché, le personnel affecté aux prestations n'est pas celui prévu dans l'offre du Titulaire, celui-ci est tenu d'informer sans délai (24h ouvré) le Pouvoir Adjudicateur. Le titulaire doit présenter sans délai le profil du nouvel intervenant. Ce nouveau profil doit présenter le même niveau de compétence, d'expérience et de qualification que la personne remplacée. Dans tous les cas, Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de refuser le profil proposé par le Titulaire.

En cas de non-respect de la présente clause, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer la pénalité n°3 de l'article 8.2. Par ailleurs, le non-respect des obligations en matière de personnel peut justifier la résiliation du marché.

9.3. Ordre de service

Les ordres de service sont notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/TIC, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service

dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

9.4. Réunions

Sur demande de l'Ifremer, le Titulaire s'engage à participer et/ou organiser les réunions suivantes :

- Réunion de lancement du marché dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du Marché au Titulaire. Cette réunion donnera lieu à un compte rendu selon les modalités ci-dessous.
- Le suivi de la prestation est effectué par un Comité de Pilotage qui sera constitué à minima du chef de projet, du représentant Ifremer et des principaux intervenants dans les projets impliqués. Le Comité de Pilotage se réunit une fois par mois dans les locaux de l'Ifremer ou par visio-conférence. Le prestataire doit présenter les tableaux de bord nécessaires au suivi de la prestation et à la planification des interventions ultérieures.
Lors de ce comité, les parties passent en revue l'état d'avancement des bons de commande en cours et planifient les bons de commande à venir.
Après chaque comité, le titulaire établit un compte rendu de pilotage dont la validation aura lieu au comité de pilotage suivant.
- Réunion de fin de marché. L'objectif de cette réunion est de faire un bilan de l'ensemble des prestations réalisées par le Titulaire dans le cadre du Marché.

Ces réunions se dérouleront sur le site du Pouvoir Adjudicateur, dans les locaux du Titulaire ou en visioconférence en présence des représentants désignés des Parties.

En dehors des réunions suscitées, les Parties se réservent la possibilité d'organiser d'autres réunions si l'une ou l'autre des deux Parties estime cela nécessaire, sans frais supplémentaire.

Les réunions donnent lieu à la rédaction, par le Titulaire, d'un compte-rendu sous cinq (5) jours calendaires, accompagné du planning mis à jour le cas échéant.

10. Lieux d'exécution des prestations

Les prestations sont exécutées sur le site Ifremer de Plouzané et dans les locaux du titulaire.

11. Vérification et décision

11.1. Opération de vérification

Conformément aux articles 30 à 33 du CCAG/TIC, pour chaque bon de commande le pouvoir adjudicateur ou son représentant procède aux opérations de vérification quantitative et

qualitative définies dans ces mêmes articles. Le pouvoir adjudicateur ou son représentant prononce procède notamment à la vérification d'aptitude (VA) et à la vérification de service régulier (VSR).

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG/TIC, l'acheteur n'est pas dans l'obligation d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Par dérogation à l'article 32.4, pour chaque bon de commande l'acheteur pourra appliquer des modalités et délai de vérification d'aptitude (VA) et de vérification de service régulier (VSR) différentes de celles indiquées dans l'article ci-dessus.

Par dérogation à l'article 33.2, le délai imparti à l'acheteur pour procéder à la vérification de service régulier ne s'applique pas.

Par dérogation à l'article 33.2.2 le délai de 7 jours imparti à l'acheteur pour notifier une décision au titulaire ne s'applique pas.

11.2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 34 du CCAG/TC :

- Soit une décision d'admission des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de réception avec réfaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet des prestations ; cette décision doit être motivée.

La décision d'admission des prestations est matérialisée par un procès-verbal de recette notifié au titulaire.

En cas d'ajournement des prestations, l'acheteur notifie par écrit les réserves ainsi que le délai pour y remédier. En l'absence de réponse du titulaire ou de non-respect des délais, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer la pénalité n°2 de l'article 9 du CCAP.

Le présent article déroge à l'article 34.2.1 du CCAG/TIC.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG/TIC, l'admission tacite des prestations ne s'applique pas.

11.3. Garantie

En fonction de ses besoins, le Pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'OTE 4 défini à l'article 4.4.2 CCTP qui a pour objet le développement spécifique d'une application informatique avec garantie. Les prestations font l'objet d'une période de garantie de 3 mois. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission, soit la date de notification du PV de recette au titulaire.

Le titulaire est tenu, pendant la période de garantie, de corriger tout dysfonctionnement imputable à la prestation, sans surcoût pour le pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel et tous frais nécessaires pour la résolution du dysfonctionnement.

Le délai d'intervention est fixé par l'acheteur après consultation du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur tient à jour un registre des dates de réception et des échéances de garantie correspondantes.

12. Réversibilité

En cas de cessation du contrat, pour quelque cause que ce soit (expiration, résiliation anticipée, non-renouvellement), le Prestataire s'engage à assurer la réversibilité des services fournis, dans des conditions permettant au Client d'assurer la continuité de ses activités.

12.1. Plan de réversibilité

Le titulaire propose un plan de réversibilité dans les 6 mois suivants la date de notification du présent marché. Ce plan est ensuite réactualisé par le titulaire à chaque changement significatif de prestations. Chaque nouvelle version est adressée à l'IFREMER qui dispose d'un mois pour l'approuver ou demander des modifications. Au-delà de cette période, le plan est réputé accepté.

Le plan de réversibilité détaille les modalités et les conditions de la prestation de réversibilité dont :

- La définition précise de la prestation :
 - Les actions à effectuer,
 - Les échéances et dates butoirs,
 - Les processus de décision,
 - Les acteurs de la prestation,
- Les procédures de recette et de validation de la prestation de réversibilité du marché ;
- La documentation livrée aux termes du marché (modes opératoires, procédures, notice d'utilisation, base de connaissances, sauvegardes, bases de connaissances, bases de données pour le suivi des incidents) ;
- La documentation nécessaire à la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle sur les résultats livrés, sur support exploitable,
- Les modalités et les conditions de transfert de compétences
- Les modalités et les conditions de transfert de compétences/outils déployés ou développés ainsi que les ressources affectées aux prestations du marché tout en garantissant la continuité de service jusqu'au terme du marché.

La phase de réversibilité débute six mois avant la date de fin de validité du présent marché. A l'ouverture de la phase de réversibilité, le titulaire s'engage à fournir à l'IFREMER le plan de réversibilité dans sa version d'application.

Pendant la phase de réversibilité, le titulaire s'engage :

- A assurer l'ensemble des prestations jusqu'aux termes du marché,
- A fournir toutes les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la prestation de réversibilité,
- A respecter l'intégralité des clauses, des modalités et des conditions dans le plan de réversibilité,
- A réaliser le transfert de compétences à l'IFREMER ou au tiers que l'IFREMER aura désigné.

13. Propriété intellectuelle

13.1. Définition des résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché.

13.2. Utilisation des résultats – disposition générales

L'IFREMER peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations dans les limites fixées à l'article 46 du CCAG/TIC. Il peut communiquer à des tiers les résultats des prestations nées du marché, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché. Ce droit s'applique sans limite de durée et dans le monde entier.

Le Titulaire est tenu de communiquer au Pouvoir Adjudicateur, les connaissances acquises dans l'exécution du marché. Cette transmission conditionne la validation et la réception des prestations. Le Pouvoir adjudicateur s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du Titulaire comme confidentiels, sauf lorsque ces méthodes et savoir-faire sont compris dans l'objet du marché. Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés au Pouvoir adjudicateur pour limiter l'utilisation des résultats des prestations.

Le Titulaire fait son affaire de l'obtention des droits d'auteur, des cessionnaires des droits patrimoniaux, des éditeurs de logiciels standards et spécifiques, de toutes les licences permettant la parfaite exécution des prestations prévues au marché.

13.3. Connaissances antérieures

L'article 44.1 et 45 du CCAG/TIC s'applique.

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché.

13.4. Développement spécifique réalisés au titre du marché

Pour le cas des développements spécifiques, l'Ifremer peut utiliser librement les résultats des prestations, les développements réalisés pour ses besoins spécifiques ainsi que les supports de formation, que ses besoins lui soient propres ou qu'ils soient ceux inhérents à ses partenaires présents ou futurs.

Le Titulaire cède à l'Ifremer, à titre exclusif, définitif et irrévocable, la pleine et entière propriété de tous les droits définis ci-après, attachés aux études, analyses, applications spécifiques (les développements spécifiques) et à la documentation qui s'y attache. L'Ifremer a notamment le droit de réaliser, de développer ou de faire développer à l'issue du marché, d'autres logiciels, applications spécifiques et toutes autres prestations à partir des études, analyses et applications spécifiques produits dans le cadre de ce marché pour ses besoins propres. Le Titulaire cède notamment à l'Ifremer, les droits suivants sur les applications spécifiques et documentations s'y rattachant :

- Le droit de reproduction par tous procédés et sur tous supports connus et inconnus à ce jour, objet du présent marché ;
- Le droit de représentation et de diffusion auprès de tout utilisateur, par tous procédés et sur tous supports connus ou inconnus à ce jour ;
- Le droit de mise à disposition, onéreuse ou gratuite, totale ou partielle, des résultats des prestations par l'Ifremer à tout utilisateur ;
- Le droit de correction ou de modification ;
- Le droit de maintenance et de suivi ;
- Le droit de traduction en toutes langues et tous langages ;
- Le droit d'adaptation sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, et à tous environnements et tous équipements ;
- Le droit d'interfaçage ou d'intégration de tout ou partie des programmes composants les logiciels et applications spécifiques avec tout autre logiciel ou progiciel ou application, au bénéfice de l'Ifremer, ou de tout utilisateur par lui désigné.

À cet effet, le Titulaire remet tous les programmes, le cas échéant tous les codes sources et codes exécutables, tous les documents de travail et documentations associées aux applications spécifiques dans les mêmes conditions que celles exprimées ci-dessus.

L'ensemble de ces cessions vaut, sans limitation de zone géographique, quel qu'en soit le support, pour toute la durée des droits telle qu'elle est prévue par la législation sur la propriété littéraire et artistique, et telle qu'elle pourra être modifiée par toutes législations et conventions européennes ou internationales ultérieures.

La date de cession à l'Ifremer par le Titulaire des droits exclusifs, définitifs et irrévocables de propriété des logiciels et applications spécifiques du marché (à l'exception de ceux afférents au(x) logiciel(s) sous licence libre) est la date de paiement effectif par l'Ifremer au Titulaire de la totalité du montant du bon de commande considéré.

Toutefois l'Ifremer réaffirme la pleine propriété du Titulaire sur les droits d'auteurs (méthodes, techniques, outils et tout procédé) attachés aux développements spécifiques.

Par ailleurs, l'Ifremer s'engage à considérer les méthodes du Titulaire comme confidentielles. Les applications et/ou développements spécifiques réalisés au titre du présent marché à partir de logiciels libres de droit suivent le régime de la propriété intellectuelle de la licence afférente. L'Ifremer s'engage à respecter les obligations afférentes à cette licence.

13.5. Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d'origine communiqués au titulaire par l'Ifremer

Le Titulaire garantit au Pouvoir adjudicateur qu'il prend toute mesure utile pour préserver la propriété du Pouvoir adjudicateur et de ses ayants droits sur les données qui lui sont transmises dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'interdit de les utiliser, de les transmettre à des tiers, de les modifier, de les dupliquer ou de les conserver, au-delà et en dehors des prestations prévues au marché. Il ne peut ni les reproduire, ni les représenter, ni les diffuser à titre gratuit ou onéreux à des tiers sur quelque support connu ou inconnu que ce soit, en dehors des prestations entrant dans l'objet du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer au Pouvoir adjudicateur toutes les données, dossiers d'analyse, traitement de données, programmes, vidéogrammes, contenus sonores et/ou visuels, documents graphiques, films, enregistrements, fichiers, bases de données et tous autres documents sur quelque support connu ou inconnu à ce jour que ce soit, fournis par le Pouvoir adjudicateur et utilisés pour l'exécution du marché.

13.6. Garantie des droits

Les dispositions de l'article 46.2.4 du CCAG/TIC s'appliquent.

L'IFREMER, s'il fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle ou industrielle portant sur un des éléments des prestations, s'engage pour sa part à :

- Aviser le Titulaire, dans un délai de 8 jours, de l'assignation qu'il aurait reçue ;
- L'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense, sans que cette procédure puisse être alléguée par le Titulaire pour des délais supplémentaires d'exécution, ou des demandes de paiement supplémentaire ;
- Accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de l'IFREMER, ni délai supplémentaire d'exécution des prestations.

13.7. Propriété matérielle

Le transfert de propriété des supports matériels des développements réalisés au titre de ce marché est effectif à la date de réception des chaque bon de commande.

14. Clause relative à l'IA

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le recours à des outils ou systèmes fondés sur l'intelligence artificielle (IA), en particulier ceux relevant de l'IA générative, est encadré par les règles suivantes :

1° Validation préalable de l'utilisation de l'IA

Le titulaire doit solliciter et obtenir l'accord préalable du pouvoir adjudicateur pour tout usage d'outils d'intelligence artificielle dans le cadre des prestations du marché. Cette demande devra préciser la nature des outils utilisés, leur finalité, ainsi que leur impact sur les livrables.

2° Mention des outils IA dans les livrables

Tout livrable (document, code, documentation, étude, etc.) intégrant ou généré à l'aide d'un outil d'IA doit en faire explicitement mention. À la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra fournir, dans un délai raisonnable, tout élément justifiant l'usage ou non d'outils d'IA dans la production d'un livrable, y compris les paramètres ou instructions utilisés.

3° Interdiction de citer les IA comme auteurs ou contributeurs

Il est strictement interdit de mentionner des outils d'IA, quels qu'ils soient, comme auteurs ou co-auteurs des livrables ou publications réalisées dans le cadre du présent marché.

4° Absence de droit d'auteur sur les contenus générés par l'IA

Le titulaire s'interdit de revendiquer des droits d'auteur ou des droits de propriété intellectuelle sur les contenus générés par un outil d'IA.

5° Confidentialité

Le titulaire s'engage à ne transmettre aucune donnée sensible, confidentielle ou soumise au secret des affaires à un outil d'IA. Il devra s'assurer que l'utilisation de tels outils respecte le RGPD et les règles de sécurité applicables au marché.

6° Responsabilité

Le titulaire reste seul responsable des contenus livrés, y compris lorsqu'ils sont produits, en tout ou partie, à l'aide d'un outil d'IA. Le recours à l'IA ne constitue en aucun cas une exonération de responsabilité.

15. Modification de l'accord-cadre – clause de réexamen

Les parties envisage de bonne foi la modification du présent contrat.

En toutes hypothèses, les éventuelles modifications ne doivent ni changer la nature globale du contrat, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentées par le Titulaire lors de la mise en concurrence.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir du refus du pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre les clauses de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou contester les conditions d'exécution du présent contrat.

15.1. Modification des délais d'exécution

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, la modification suivante est autorisée :

- La modification des délais de livraison.

En cas de survenance de difficulté rendant impossible le respect des délais d'exécution, le titulaire pourra adresser une demande de modification des délais d'exécution.

Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les causes faisant obstacles au respect des délais contractuels. A cette occasion, il indique la prolongation sollicitée. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours maximum à compter de la survenance de l'évènement visé au premier alinéa, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai, pour transmettre sa demande à l'acheteur.

Les parties pourront organiser une réunion afin d'examiner conjointement la situation. L'acheteur notifie au titulaire sa décision par ordre de service au titulaire. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation sera notifiée par ordre de service au titulaire. Le ou les délais prolongés remplacent les délais prévus par l'accord-cadre ou le bon de commande correspondant.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision du pouvoir adjudicateur s'impose au titulaire qui devra se conformer aux délais contractuels, sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

15.2. Modification du plafond de la clause butoir

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

- La suppression ou modification ponctuelle ou définitive du plafond fixé par la clause butoir

Le réexamen est déclenché par la survenance d'un évènement imprévue au sens de l'article R. 2194-5 du code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée au premier alinéa. Le produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer mais est initié par le seul Titulaire.

Les modifications sont autorisées d'un commun accord entre les parties et conclu par avenant.

15.3. Modifications du bordereau de prix unitaires

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, la modification suivante est autorisée :

- L'ajout d'unité d'œuvre ou de prestation aux Bordereau de prix unitaires.

Le Pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire la réalisation des unités d'œuvre ou de prestation non inscrite au Bordereau des prix initial. Le titulaire fourni un devis indiquant le prix unitaire de la prestation. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations. En cas d'acceptation, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire, par ordre

de service, le Bordereau de prix unitaire modifié au titulaire. Le cas échéant, les prix ajoutés sont révisables selon les conditions précisées à l'article 6.4 du présent CCAP.

Les parties pourront organiser des réunions afin d'examiner conjointement les modifications envisagées.

16. Modification en cours de marché - avenant

Le marché peut être modifié selon le cas sous l'une des formes décrites ci-dessous.

16.1. Avenant modificatif

Le marché peut être modifié par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique, notamment si des services complémentaires sont devenus nécessaires.

16.2. Prestations supplémentaires

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenus nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

16.3. L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le Titulaire initial est remplacé par un nouveau Titulaire, sous réserve de l'accord du Pouvoir Adjudicateur.

17. Marché sans publicité ni mise en concurrence

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

- Pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme des prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché.
- La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initiale.
- La mise en concurrence du marché initiale doit avoir pris en compte le montant total envisagé.

18. Résiliation

Le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché dans les cas suivants :

Aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article L2195-4 du code la commande publique.

Dans tous les cas prévus au présent CCAP et dans tous les cas cités au CCAG/TIC (articles 47 à 452- chapitre 7).

En complément des articles du chapitre 7 du CCAG/TIC, la résiliation pour faute du Titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du Titulaire.

En complément des articles du chapitre 7 du CCAG/TIC, peut constituer un motif de résiliation le non-respect par le titulaire de ses engagements sur le personnel en charge de la prestation.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au Titulaire du marché et le Pouvoir Adjudicateur devra payer pour les prestations déjà réalisées.

Par ailleurs, en cas de résiliation l'Ifremer pourra exiger du titulaire la remise des fournitures majeurs nécessaires à la réalisation des prestations. La remise des fournitures entraîne le transfert de propriété au bénéfice de l'Ifremer.

19. Exécution aux frais et risque

En dehors du cas de la résiliation pour faute du Titulaire, dans l'hypothèse où le Titulaire ne serait pas en mesure d'effectuer les prestations dans les délais convenus, le Pouvoir Adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au Marché. Les prestations réalisées par le tiers le seront aux risques et frais du Titulaire.

20. Assurance et diverses attestations

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le titulaire fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Attestation de vigilance en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestations d'assurances civile et professionnelle en cours de validité portant sur des garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier

qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Chaque cotraitant et/ou sous-traitant présenté dans l'offre devra également transmettre ces certificats et attestations.

21. Droit applicable et règlement des litiges

Le Marché et ses suites sont soumis au seul droit français.

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'exécution du contrat, l'Ifremer et le titulaire pourront recourir à la conciliation par le biais du médiateur des entreprises conformément aux dispositions des articles R2197-23 et R2197-24 du Code de la Commande Publique. Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation.

22. Dérogations aux documents généraux

- * L'article 2 déroge aux articles 4.1 et 4.2.1 CCAG/TIC
- * L'article 3.4.1 déroge à l'article 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG/TIC
- * L'article 5.1 complète l'article 11.13 du CCAG/TIC
- * L'article 8 déroge aux articles 14.1.2, 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG/TIC
- * L'article 14 complète l'article 14 du CCAG/TIC
- * L'article 8.1 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC
- * L'article 9.3 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/TIC
- * L'article 11.1 déroge aux articles 30.3, 32.4, 33.2 et 33.2.2 du CCAG/TIC
- * L'article 11.2 déroge aux articles 34.1 et 34.2.1 du CCAG/TIC
- * L'article 17 complète le chapitre 7 du CCAG/TIC